

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : J. GARELLO  
Commission Paritaire 63570

N° 762 – 13 Septembre 2003

Hebdomadaire 1 €

## EDITORIAL

### DANSONS LA CARMAGNOLE

*J'aurais voulu intituler cet éditorial « French Cancon ». Mais j'ai appris par un de mes équipiers que le Canard Enchaîné avait déjà utilisé ce calembour, si bien adapté à l'actualité politique hexagonale. J'ai finalement estimé que la « Carmagnole » pouvait également passer pour une danse frivole, insouciant, inconscient, malséant, étourdissant : la techno des Révolutionnaires qui rêvaient de conduire nobles et prêtres à la guillotine : « ça ira, ça ira... »*

*Il y a en effet quelque chose d'irréel, de décalé, de suranné, dans ce qui se passe en France depuis quelques jours.*

*Cancon est évidemment un symbole : un rassemblement ridicule à tous points de vue, à la dimension d'un petit village gaulois face à l'Empire romain. Mais nous aimons beaucoup Bové parce qu'il est la réincarnation d'Astérix. Va-t-il menacer la puissance américaine ? Certains annoncent depuis des mois la chute du colosse aux pieds d'argile. Mais les pieds tiennent bon : la croissance américaine est actuellement au rythme de 4%, alors que nous sommes en totale stagnation, le chômage est inexistant, les emplois se créent et les millions d'immigrés s'intègrent. 150 millions d'Américains participent à un office religieux chaque semaine, et le drapeau aux étoiles et aux bandes flotte partout : ils croient, ils y croient, et voilà qui contraste avec notre scepticisme amer, notre doute fondamental, voilà qui explique nos ricanements méprisants. Au demeurant, les attaques de Bové et des « alters » (qui ne font pas le poids), obéissent à une logique curieuse : au nom des inégalités et des pollutions qu'engendrerait le commerce mondial, et qui nuiraient aux pays les plus pauvres, il faut avant tout obtenir le maintien des subventions aux paysans... des pays riches pour les protéger contre la concurrence déloyale du reste du monde. Le syllogisme est imparable : le marché appauvrit, or le marché c'est la concurrence, donc supprimons la concurrence.*

*Ces belles idées ont été reçues avec sympathie en haut lieu, et sur les traces du Président de la République qui a fait siennes les thèses du développement durable et de la maîtrise de la mondialisation, nos ministres sont partis à Cancun avec la ferme intention de défendre les intérêts de nos pauvres paysans. Pas au nom du protectionnisme bien sûr, mais au nom de l'exception française.*

*L'exception française a inspiré le Premier Ministre et son gouvernement dans les affaires européennes. Pas question que la France se plie à la discipline imposée par les eurocrates. C'est oublier d'une part que ces disciplines ont été inventées naguère par les Français et les Allemands de concert, et que les « eurocrates » sont largement soutenus par tous les autres gouvernements des quinze, qui trouvent assez désinvolte l'attitude de la France sur les deux dossiers en instance : le déficit budgétaire et le soutien d'Alstom. Mario Monti, qui ne passe pas pour un ultra-libéral, a remis les choses au point. Ras le bol de l'exception française.*

*Cette exception consiste d'ailleurs à ne rien faire de sérieux, à jouer les fourmis, et à danser la Carmagnole, le tout sur fond de services publics, de chômage, de désordres et de violence permanents, de liquéfaction des mœurs, de dérive de tous les systèmes sociaux, de faillite de l'éducation. Tout se passe comme si le seul souci de nos gouvernants, d'aujourd'hui comme d'hier, consistait à « communiquer », à dialoguer, à « écouter », bref à paraître. Paraître plutôt qu'être : formule magique qui permet à la potion médiatique d'endormir le peuple en lui faisant croire que l'on prépare son bien-être.*

*Oui, les Français sont grisés, le tourbillon de la danse leur fait perdre la tête, et les trémoussements inconvenants des politiciens, des syndicalistes, des chefs de village et des druides de tribus les distraient des périls qui sont en train de s'accumuler sur leur tête. Le ciel va leur tomber dessus. L'OMC, la mondialisation, l'eurocratie et les multinationales n'y sont pour rien ; la vraie catastrophe c'est l'aveuglement français.*

*Je crois qu'aujourd'hui plus que jamais il faut alerter nos compatriotes, les dissuader d'entendre les flonflons de l'orchestre et d'entonner la Carmagnole avec tous les meneurs, tous les menteurs de Cancon et d'ailleurs. Nous avons besoin de vérité, même si toutes les vérités ne sont pas toujours bonnes à dire, ni à entendre. Je m'y efforcerai, et je vous engage à le faire aussi.*

Jacques GARELLO

## Conjoncture

Aux côtés des déficits du budget de l'Etat –dont nous avons parlé la semaine dernière– et de la réforme -manquée- des retraites, le troisième grand chantier qui devrait retenir l'attention du gouvernement est celui de l'assurance-maladie. La dérive des dépenses se poursuit ; les déficits explosent littéralement. Il y a donc urgence si l'on veut préserver un système de soins pour les Français. Mais le gouvernement a choisi la « méthode FILLON », qui consiste à prendre son temps. BASTIAT évoquait ce paysan qui voulait couper un peu de la queue de son chien chaque jour, afin de lui faire moins de mal. A force d'opter pour le gradualisme, aucune réforme ne se fait et les mécontentements grandissent.

Le problème numéro un est indiscutablement celui du déficit. Pour l'année en cours, il s'élèvera à plus de 10 milliards d'euros et pour 2004, si rien n'est fait, notre confrère Les Echos annonce 15 milliards d'euros. On se croirait revenu à l'époque d'Alain JUPPE et il est à craindre que les solutions envisagées ne soient guère différentes. Il va falloir en urgence faire appel à des avances de la caisse des dépôts dont le montant sera porté au-delà de 15 milliards d'euros... pour éviter la cessation de paiement.

Le gouvernement et beaucoup « d'experts » insistent sur l'insuffisance des recettes comme facteur de déficit. Il est vrai que la chute de l'emploi salarié (60 000 emplois détruits au premier semestre) et le recul de la croissance (moins de 1% en 2003) contribuent à une moindre progression des recettes. Mais se focaliser sur celles-ci signifie que l'on cherchera des solutions dans la hausse des recettes, c'est-à-dire des prélèvements obligatoires.

C'est oublier que l'essentiel du déficit provient de la dérive des dépenses. Celles-ci progressent de plus de 6% par an, soit bien plus vite que l'objectif fixé par l'Assemblée Nationale, objectif que les pouvoirs publics n'ont aucun moyen de faire respecter. En effet aucun élément ne vient réguler le système : il repose sur un sentiment de gratuité, qui fait que la demande n'obéit pas à un choix rationnel, mais progresse sans frein aucun. Les prix sont bloqués. Ce sont donc de faux prix et de toutes façons le tiers payant ou le remboursement par la Sécurité Sociale donnent ce faux sentiment de gratuité. Rien ne vient freiner les dépenses, puisque les clients ne font pas le lien entre le service rendu et ce qu'ils payent par ailleurs en cotisations sociales.

Il faut donc réformer, si l'on ne veut pas que le système explose et soit en faillite. Mais le gouvernement semble avoir fait un double choix. D'un côté, il veut à tout prix préserver la paix sociale, au cours d'une année électorale (cantonales, régionales, européennes,...). Donc on va réfléchir, créer des commissions, envisager des pistes de réflexion, mais rien ne se fera avant 2005... à condition qu'on ne considère pas alors que l'on est déjà trop près des présidentielles. Or la réforme ne peut pas attendre. En outre, le processus de concertation a été initié par J.F. MATTEI en recevant les syndicats dont l'ouverture en matière de réforme est légendaire. On va ensuite installer un « haut conseil de l'assurance maladie ».

De l'autre, il lance plusieurs idées et pistes de réflexion. L'une est bien connue : elle consiste à réduire les prestations, par exemple en multipliant les déremboursements de médicaments. Mais le système perd alors de son intérêt, puisqu'il fonctionne moins bien et que rien -surtout pas le marché- n'a le droit de compenser cette incapacité.

L'autre piste consiste à augmenter une nouvelle fois les recettes. Le gouvernement a déjà lancé des ballons d'essai. Le dernier en date consisterait, après la hausse des taxes sur les cigarettes – qui se poursuivra- à créer un nouvel impôt sur le vin. Une autre possibilité, jadis écartée par le gouvernement, aujourd'hui envisagée à nouveau, consisterait à augmenter la CSG ou la CRDS. Mais il faudrait une hausse de 2 points de CSG ou de quatre points de CRDS pour simplement combler les déficits cumulés 2002-2003 !

Ces solutions sont évidemment inacceptables et impossibles à mettre en œuvre dans un pays qui a le record des prélèvements obligatoires. En outre, politiquement, au moment où l'on fait croire que l'impôt sur le revenu va baisser (de 3%), il serait pour le moins choquant que cette mini baisse soit compensée par une maxi hausse des prélèvements. De toutes façons, augmenter les cotisations n'a jamais été une réforme, mais une simple fuite en avant.

C'est donc une vraie réforme et une réforme libérale qui s'impose. Mais l'opinion est laissée dans l'ignorance des solutions que nous préconisons, qui passent par une libéralisation de l'offre de soins. Les hôpitaux publics doivent sortir du carcan actuel des 35 heures et des rigidités ; les cliniques privées doivent devenir maîtres de leurs choix et de leurs tarifs ; les médecins libéraux et les autres professionnels de santé doivent retrouver une totale liberté des honoraires. Il faut en finir avec les faux prix qui ne font que provoquer de fausses décisions : manque de praticiens, vétusté des équipements, files d'attente sont les conséquences inéluctables de la désorganisation de la santé française.

Mais la réforme doit aussi porter sur l'assurance maladie elle-même. Le monopole public est insupportable et archaïque. Partout dans le monde il est battu en brèche. Il faut que les assurances et les mutuelles puissent concurrencer la sécurité sociale -y compris pour le régime de base. Il faut que chacun retrouve le libre choix de son type d'assurance. Cela n'empêche pas, si on le veut, le principe d'une assurance obligatoire, pour éviter d'être à la charge des autres, comme pour l'automobile. Mais une assurance obligatoire n'est pas une assurance à un monopole public. Il est temps d'essayer la solution libérale, la seule qui n'ait jamais été essayée en France.

## LA LIBERTE, LE MARCHE ET LA PROPRIETE

*Premiers moments de la XXVI<sup>e</sup> Université d'Eté : le dîner du 31 Août, au cours duquel deux éminents économistes ont prononcé les discours d'ouverture sur le thème de la concurrence. Voici d'abord le texte de la communication du Pr. Gerald O'Driscoll, actuellement senior fellow au Cato Institute de Washington, après avoir enseigné à New York Uny, Iowa Uny et UC (Santa Barbara) et avoir mené une carrière de banquier (il a été Vice Président de la Banque Fédérale de Dallas, puis a représenté la Citicorp auprès du Congrès à Washington). Le discours du Pr Enrico Colombatto sera retranscrit la semaine prochaine.*

Il est devenu un lieu commun parmi les critiques de l'économie de marché concurrentielle de la présenter comme une sinistre invention anglo-saxonne. Je me permets d'attirer votre attention sur la richesse de votre propre histoire, et particulièrement sur les contributions de J.B. Say et d'autres grands économistes français dont je vais m'inspirer ce soir.

Comme nous le faisait remarquer le grand économiste autrichien Ludwig von Mises (dans *l'Action Humaine*, PUF, 1985), la concurrence est un système de coopération sociale. L'aspect concurrentiel d'une économie de marché réside dans les efforts des producteurs pour satisfaire les désirs des consommateurs. Dans une économie moderne, la grande majorité de ces individus ne se connaissent pas. Pourtant la concurrence conduit les producteurs à satisfaire les consommateurs anonymes.

Grâce à la concurrence, les biens seront disponibles au prix le plus bas pour les consommateurs. Mais ce système ne se résume pas au simple fait de produire et distribuer des marchandises au meilleur marché. La concurrence est dynamique et mène à l'invention et à l'innovation, élargissant le champ des opportunités et la création de richesse pour le plus grand nombre possible de gens.

Le libre échange représente la manifestation de la concurrence au plan international, c'est à dire l'extension la plus large possible du système de coopération sociale de l'économie de marché. Le commerce international unit les ouvriers du textile de l'île Maurice avec les investisseurs banquiers de New York dans un lien de coopération, améliorant la situation de chacun. Les seuls groupes à la traîne sont ceux qui ne participent pas au système d'échanges internationaux.

Le grand spécialiste d'économie monétaire, Allan Meltzer, a récemment rappelé les résultats de la diffusion du libéralisme autour de la planète.

« Durant les années d'après-guerre, de plus en plus de gens dans plus en plus de pays ont vu leur niveau de vie s'accroître à un rythme jamais connu auparavant dans l'histoire. Les standards en matière de santé, d'éducation et d'espérance de vie se sont améliorés. La mortalité infantile a chuté. De plus en plus de nations ont pu élire leurs gouvernements. La liberté a pu se répandre comme jamais on ne l'avait vu. Cette performance impressionnante est essentiellement due aux efforts et aux aspirations d'une foule de gens décidés à se battre pour sortir de la pauvreté et de la tyrannie. Ces aspirations semblent exister partout. Elles n'ont pas été découvertes dans les années d'après-guerre, ni même ne manquaient-elles pas dans les années d'entre-deux-guerres. Aux Etats-Unis, au Canada en Europe occidentale et en Australie les gens se sont battus pendant deux siècles pour améliorer leurs vies et celles de leurs enfants, et pour étendre la liberté. » (Allan Meltzer, « Leadership and Progress », *The Irving Kristol Lecture of the American Enterprise Institute*, 26 Février 2003, p. 4).

Des économistes de différentes obédiences politiques s'accordent sur les avantages de la concurrence et du libre échange. En revanche, leurs positions diffèrent quant aux soubassements institutionnels d'une économie concurrentielle. De mon point de vue, toutes les économies de marché trouvent leur fondement dans un système de droits de propriété privée.

La propriété privée représente un domaine protégé au sein duquel les individus peuvent prendre des décisions quant à l'emploi des ressources. Lorsque la propriété est protégée, les bénéfices de l'utilisation de telles ressources s'accumulent pour les propriétaires. Ce n'est que dans ces conditions que la concurrence fonctionne comme dans les descriptions de manuels d'économie.

Dans toutes les sociétés, les individus connaissent des conflits d'intérêts. La propriété privée et la concurrence facilitent la résolution pacifique de tels conflits. En effet, un système de propriété privée régi par l'état de droit pose les limites d'une forme acceptable de concurrence pour les ressources.

Dans les sociétés qui ne connaissent pas de protection efficace des droits de propriété privée sur les ressources, les conflits autour de ces dernières sont « résolus » par la violence et la guerre. A l'inverse, dans une économie de marché, ceux qui veulent davantage d'une ressource se la procurent de manière pacifique sur le marché.

Beaucoup de pays du Moyen Orient ou de l'Afrique subsaharienne protègent mal les droits de propriété, sont fermés au commerce international et n'ont pas d'économie de marché. Ces régions sont aussi le lieu de 70% des conflits majeurs. Naturellement, leurs économies croissent moins vite que celles des autres régions.

Le conflit autour des ressources naturelles est la source de la plupart de ces guerres, que cela soit à l'intérieur ou à l'extérieur. Le résultat des élections détermine non seulement le contrôle politique mais aussi le contrôle des ressources vitales ; les perdants ne peuvent pas accepter le résultat de manière pacifique. Une élection représente la différence entre pauvreté et prospérité pour les gagnants et inversement pour les perdants. D'où le fait que les sociétés dans lesquelles les ressources clés telles que le pétrole sont nationalisées soient en fait des sociétés en conflit.

Le seul résultat stable dans de telles sociétés sujettes aux conflits est une dictature assez puissante pour imposer l'ordre et partager le butin. Cette situation était celle du gouvernement de Saddam Hussein en Irak et permet d'expliquer sa longévité. Le parti Baath au pouvoir contrôlait « les leviers de commande » (pour employer l'expression de Lénine) de l'économie iraquienne. Le secteur pétrolier pesait plus de 60% du PIB et représentait 95% des rentrées de devises.

Quelle que soit l'opinion que l'on ait eu sur la guerre en Irak, le gouvernement américain doit désormais décider soit de maintenir le secteur pétrolier entre les mains de l'Etat, soit de le privatiser. L'administration Bush est terrorisée à l'idée de privatiser en Irak et penche très fort pour un maintien du pétrole entre les mains de l'Etat. Si elle agit de la sorte, la guerre n'aura servi à rien. La source du conflit interne entre les principaux groupes en Irak perdurera. Ainsi, un conflit interne va résulter de cette décision et une nouvelle dictature est susceptible d'émerger. Ce sera donc une véritable défaite après la victoire.

La leçon de tout ceci est que la propriété privée et l'économie de marché constituent la véritable source de la prospérité en Occident. Et la seule source d'espoir pour les pays en développement est le même système libéral qui a permis le miracle économique de l'Occident.

## LA FRANCE, CHAMPIONNE DE L'ANTIAMERICANISME

Il fallait s'y attendre : la pression des médias, celle de la gauche et en particulier des altermondialistes et enfin les prises de position hostiles aux Etats-Unis émanant d'une large fraction de la majorité au pouvoir -à commencer par le Président de la République- ont fait leur œuvre : l'opinion publique française est la plus antiaméricaine d'Europe. C'est du moins ce qui ressort d'une étude « Transatlantic Trends 2003 » réalisée auprès de 8 000 Américains et Européens. Certes, à la suite des événements d'Irak, l'image des Etats-Unis semble s'être dégradée dans de nombreux pays ; mais la France est largement en tête de cette opposition.

L'une des questions importantes était la suivante « Est-il souhaitable que les Etats-Unis exercent un leadership sur les affaires du monde ? » Les Européens sont en moyenne partagés : 45% le jugent souhaitable et 49% non souhaitable. Mais la France est largement isolée avec 27% seulement de souhaitable et 70% de non souhaitable. Même l'Allemagne, pourtant très travaillée par des courants hostiles aux Etats-Unis, est loin de nous avec 45% de souhaitable et 50 de non souhaitable, dans la moyenne européenne.

D'autres pays sont bien plus proches des Etats-Unis. C'est le cas des Pays-Bas (57% souhaitable contre 41%), la Grande-Bretagne (55% souhaitable et 38% non souhaitable) ou la Pologne (53% souhaitable et 34% pour non souhaitable). D'une manière générale, les pays d'Europe centrale et orientale sont beaucoup plus favorables aux Etats-Unis et une récente rencontre organisée en Pologne montre que certains d'entre eux s'interrogent même sur leur adhésion à une Union européenne dominée par le couple franco-allemand ; ils auraient préféré se rapprocher, y compris économiquement, des Américains.

D'autres questions montrent aussi que ce sont les Français qui désapprouvent le plus l'actuelle politique américaine, avec le taux d'opposition le plus élevé d'Europe (82%) très au dessus de la moyenne européenne.

Cette opinion publique française n'est pas le résultat d'un hasard. L'antiaméricanisme va habituellement de pair avec l'anti-capitalisme. La classe politique française -et une large fraction de l'opinion désinformée- étant hostile au libre marché, il n'est pas surprenant que nous nous distinguions par une opposition à la politique et au rôle des Etats-Unis. Au moment où l'on fête le triste anniversaire du 11 septembre, il n'y a pas de quoi être fier de voir tant de Français hostiles au camp de la liberté, au moment où l'on voit, dans le même sondage, que les Américains sont de moins en moins isolationnistes... et gardent de la sympathie pour la France.

## L'UMP PRIVEE DE COURANT

Dans le précédent numéro de la Nouvelle lettre, nous avons fait état du déjeuner politique tenu à l'occasion de l'Université d'Eté de la Nouvelle Economie à Aix. Nous évoquons les trois positions possibles des libéraux présents ce jour-là : le travail au sein de l'UMP (concernant surtout les élus nationaux), la création d'une nouvelle formation ou l'ancrage dans la société civile, qui a notre préférence dans la situation actuelle. Un élément nouveau est, depuis, venu éclairer ce débat, c'est la question des courants au sein de l'UMP.

Il était prévu dès le départ que, sous certaines conditions, des courants pourraient librement se constituer au sein de cette formation. Certains imaginaient déjà un courant libéral, destiné à devenir un jour majoritaire, comme d'autres songent par exemple à un courant souverainiste. Mais il était clair que les dirigeants de l'UMP aussi bien que le Premier Ministre freinaient le plus possible cette constitution de courants. Sous la pression de Jacques CHIRAC et de Jean-Pierre RAFFARIN, le parti majoritaire semble en train de renoncer à cette représentation institutionnelle de ses diverses sensibilités. Même Nicolas SARKOZY y est allé de son petit couplet lors de la réunion des jeunes de l'UMP : « Ce n'est pas parce que c'est inscrit dans les statuts qu'on n'a pas le droit de réfléchir. Les courants, c'est absurde ! On n'a pas besoin de chapelles quand on peut avoir une cathédrale ».

Résultat : l'affaire des courants semble bien sinon enterrée, du moins reportée aux calendes grecques. Il n'est plus question d'un congrès constitutif de ces courants à l'automne, et rien ne se passera avant les élections régionales de 2004 ; gageons que l'approche des européennes ensuite gèlera à nouveau le débat. En toute hypothèse, le bureau politique doit trancher cette question d'ici quelques jours, mais parions que la tendance au monolithisme l'emportera : l'UMP, avant de représenter les diverses sensibilités de la droite, restera le parti centralisé de Jacques CHIRAC et d'Alain JUPPE.

Coup dur pour nos amis engagés dans l'UMP. Mais confirmation de notre ligne : c'est par priorité auprès de la société civile qu'il faut nous investir en 2004. C'est elle qu'il faut convertir au libéralisme. Tôt ou tard la classe politique suivra.

### **« LES ENSEIGNANTS FRANÇAIS MIEUX LOTIS QUE LEURS COLLEGUES EUROPEENS »**

Ce n'est pas nous qui le disons, c'est notre confrère Le Monde, journal préféré des enseignants, qui ont dû être surpris à sa lecture. Il s'agit du compte rendu d'un rapport rendu public par EURYDICE, réseau d'information sur l'éducation en Europe financé par la Commission européenne. Voilà de quoi abattre le moral des troupes, au moment où les syndicats relancent de nouvelles grèves.

Cette étude compare le statut, le temps de travail et le salaire des enseignants travaillant dans les collèges publics des pays membres et des pays candidats de l'Union européenne. En ce qui concerne le statut, celui des Français est très simple. Ce sont des fonctionnaires, employés par l'Etat. Ils ont donc une totale sécurité de l'emploi, sauf cas rarissime de faute professionnelle. Même dans ce cas, les enseignants sont toujours protégés : « Généralement, les problèmes d'incompétence professionnelle sont réglés par une affectation à un poste n'impliquant pas de charge d'enseignement ou par une mutation dans un service de l'administration ».

Rien de tel dans la moitié des pays européens, qui autorisent le licenciement pour raisons structurelles, en particulier lorsque les besoins baissent en raison de l'évolution du nombre d'élèves. En Suède et en Finlande, pays de tradition social démocrate, les professeurs peuvent perdre leur poste si leur charge d'enseignement se réduit fortement, « si la conjoncture économique à long terme le justifie » ou si « une restructuration l'impose ».

Les Français sont également privilégiés en termes de durée du travail. Comme certains pays comptent en heures hebdomadaires et d'autres en durée annuelle, il faut tout convertir sur une base annuelle pour permettre des comparaisons, compte tenu en particulier des durées différentes de vacances. En France, un agrégé doit 540 heures d'enseignement annuel et un certifié 648 heures. Les Allemands par exemple doivent entre 865 et 1072 heures. Dans beaucoup de pays, l'enseignant doit rester dans l'établissement en plus des heures de cours, ils restent souvent plus de 1000 heures par an.

Sur une base hebdomadaire, cela représente 32,5 heures au Royaume-Uni, 30 en Espagne, 35 en Suède, 30 en Grèce, à comparer aux 15 heures d'un agrégé français (et 18 d'un certifié). De plus dans de nombreux pays les enseignants doivent surveiller les élèves entre les cours ou après la fin des classes. Inutile de dire que les syndicats français sont contre toute harmonisation européenne dans ce domaine et ne veulent pas entendre parler des systèmes pratiqués chez nos partenaires.

Certes, l'enquête souligne que la situation française est un peu moins avantageuse sur le plan salarial, en pourcentage du PIB par habitant. Mais l'écart entre pays n'est en général pas énorme et bien moindre que sur le plan de la durée du travail ou du statut.

Bien entendu, le Monde essaie de se sortir de cette enquête embarrassante pour son lectorat en soulignant que ce rapport n'aborde pas la dimension plus subjective des conditions de travail. Sous-entendu, les enseignants français sont particulièrement stressés par les élèves ou par la violence, plus que les étrangers paraît-il. C'est sans doute la pratique assidue de la grève à répétition qui les stresse ou l'arrogance de sauvageons que les enseignants n'ont pas su ou voulu gérer. On comprend en tous cas pourquoi les enseignants français défendent avec tant de vigueur le service public.

## **SPD : UN NOUVEAU PROGRAMME DE GÖDESBERG**

En 1959, dans le programme de Bad-Gödesberg, le parti socialiste allemand avait officiellement renoncé au marxisme et rejoint la social-démocratie. Bien entendu, cela n'en faisait pas pour autant un mouvement libéral. Mais cela créait au moins un décalage entre la gauche française, restée marxiste, et la majorité de la gauche allemande, plus proche de la social-démocratie.

Depuis quelque temps, comme nous l'avons déjà souligné, le gouvernement de Gerhard SCHRÖDER essaie d'infléchir le « modèle rhénan » en faillite pour rompre avec l'Etat Providence et se sortir de la situation actuelle, catastrophique sur le plan économique et social. Mais, en arrière plan de ce tournant gouvernemental, la bataille idéologique fait rage et les résistances de l'aile gauche du SPD comme des syndicats -sans parler des Verts- sont considérables. L'issue est incertaine.

Une nouvelle pièce au dossier vient d'être versée avec l'intervention très remarquée d'Olaf SCHOLZ, secrétaire général du SPD. Celui-ci a publié 13 thèses sur les révisions à apporter, enclenchant ainsi le débat de fond. Il s'attaque en fait à deux piliers de la gauche allemande, la justice par répartition et le socialisme démocratique (par opposition au socialisme réel qui était celui des pays de l'Est). Sur le premier point, la gauche du parti a poussé des cris, la justice par répartition étant présentée comme une valeur en soi. O. SCHOLZ affirme au contraire « nous avons besoin d'un concept plus général de justice ». Il ne suffit pas de prendre l'argent des riches pour le donner aux pauvres ; si redistribution il doit y avoir, ce n'est pas celle de l'argent, mais celle du savoir et de l'éducation, susceptibles d'épanouir les talents et de rémunérer les mérites. « Est juste ce qui permet aux gens de concevoir leur vie de la manière qu'ils souhaitent » : c'est indiscutablement une thèse plus libérale que celle de la redistribution étatique.

L'autre thèse porte sur le socialisme démocratique, qui n'a « plus qu'une signification réduite pour l'avenir », alors qu'il est omniprésent dans l'actuel programme du SPD. Il faut se démarquer plus du PDS, successeur de l'ancien PC de RDA. Cette formule ne représente plus rien pour l'aile droite du SPD, alors qu'elle demeure une valeur fondamentale pour les autres. Il faut se garder « des formules qui n'ont plus de contenu » et cesser d'exhiber des concepts « comme des ostensoirs ».

Tout cela est encore en discussion et nul ne peut dire qui l'emportera finalement dans cette bataille idéologique. Si les amis d'O. SCHOLZ l'emportent, cela ne fera pas pour autant du SPD un parti libéral ; il ressemblera plutôt au nouveau Labour de Tony BLAIR. Mais cela donnera un coup de vieux d'une part au socialisme français, de l'autre à la droite française étatique, incapable de tenir le moindre propos libéral.

---

### **AU SOMMAIRE DU N° 762 :**

**EDITORIAL** : Dansons la Carmagnole pp. 1-2

**CONJONCTURE** : Assurance maladie : la réforme aux calendes grecques pp. 2-3

**SPÉCIAL UNIVERSITÉ D'ÉTÉ** : La liberté, le marché et la propriété pp.4-5

**ACTUALITÉ QUI NOUS FAIT RÉFLÉCHIR** : La France, championne de l'antiaméricanisme p. 6 – L'UMP privée de courant pp. 6-7 – « Les enseignants Français mieux lotis que leurs collègues européens » p. 7 – SPD : un nouveau programme de Gödesberg p.8.

**ABONNEMENT DE 1 AN (40 Numéros) : € 30.00.**

**ABONNEMENT DE SOUTIEN (UN AN) : € 92.00.**

**LIBERTE ECONOMIQUE ET PROGRES SOCIAL**

35 Avenue Mac Mahon - 75017 PARIS - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)